

MARIO MONTI

Président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres, Commission européenne, ancien président du conseil des ministres italien

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

J'aimerais me tourner vers vous M. Monti, et parler de l'Europe. En ce qui concerne la dernière crise que l'Europe connaît, il semble que certains Etats européens soient en désaccord et la marche vers une union plus intégrée semble s'effacer. Il semble, avec la crise des réfugiés et les attaques terroristes, que le Pacte de stabilité va être en difficulté une fois encore. Est-il bon d'avoir ce genre de flexibilité concernant, au moins, le Pacte de stabilité, ou les Européens sont-ils des pécheurs incurables ?

Mario MONTI, président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres, Commission européenne, ancien président du conseil des ministres italien

Je crois que nombreux sont ceux qui croient que les Européens sont des pécheurs par excès de vertu, en particulier les Américains, entre autres. Laissez-moi aborder brièvement en premier le Pacte de stabilité, et ensuite, si vous me permettez, j'aimerais reprendre la discussion sur l'ordre – ou le désordre – économique mondial. Le Pacte de stabilité est là car il était important de rassurer l'opinion publique européenne sur le fait que, même s'il allait y avoir une monnaie unique, la stabilité des prix serait très solide. Jean-Claude Trichet s'est assuré, une fois que la monnaie était implantée, que c'était effectivement le cas.

Je suis en faveur d'une certaine flexibilité, mais une flexibilité limitée par le Pacte de stabilité. Ce dernier n'est pas un instrument de soutien moral ; les attaques terroristes sont des tragédies et requièrent la réponse d'une Union européenne réellement unie, mais pour autant, il est quelque peu inapproprié de dire qu'un pays est autorisé à utiliser plus d'argent pour sa sécurité intérieure ou extérieure. C'est bien sûr un impératif, mais le véritable impératif serait, au final, d'arriver à cela par un système européen intégré de défense, de renseignements, etc. Si entre-temps ce but doit être poursuivi au travers de la flexibilité dans le Pacte de stabilité, cela signifie que les Etats membres individuels sont autorisés ou encouragés à financer ces grandes dépenses en déficit, car c'est l'autorisation donnée par le Pacte de stabilité.

Cependant, qui a décrété que les finances de guerre requièrent nécessairement cela ? Peut-être pourrait-on se demander si c'est le moment d'agir comme les petits-enfants de Ronald Reagan dans certains pays et de tenter de réduire les impôts à tous les niveaux, ou s'il faut peut-être augmenter les besoins de biens publics, de façon à ce que pour la sécurité, la défense, etc., nous puissions stopper la baisse des impôts et améliorer la sécurité du citoyen, c'est-à-dire du contribuable, par l'argent du contribuable.

Cependant, je suis convaincu que par le travail imaginatif et minutieux de l'Union européenne, nous pouvons saisir cette opportunité pour réviser et mettre à jour le Pacte de stabilité et de croissance en introduisant des améliorations qui ont néanmoins à voir avec l'économie, et pas avec l'état du monde. Par exemple, je pense que c'est le moment de donner un véritable rôle aux investissements, et de les encourager, dans le Pacte de stabilité et de croissance, y compris les investissements publics, plutôt que de le dénaturer pour couvrir des besoins non-économiques qui ont dû être gérés tels quels par l'UE.

La discussion portait sur le déclin des institutions multilatérales, et cela appelle la question de la direction que prend la mondialisation. Mon opinion personnelle est que la mondialisation progresse encore en ce qui concerne les aspects technologiques et business, mais elle a en effet arrêté d'avancer, et commencé à reculer, concernant les aspects politiques et institutionnels. Nous le voyons au niveau mondial : pensez simplement à l'OMC et à ce qu'on dit mes collègues du panel. Cependant, nous avons vu également au niveau européen des symptômes clairs de la lassitude quant à l'intégration bien avant la crise économique. Par conséquent, le fait que les gens sont moins volontaires pour

l'intégration n'est pas juste un effet collatéral de la crise. Rappelez-vous le syndrome des plombiers polonais en France et aux Pays-Bas en 2005 ; les économies étaient en plein boom, mais il y avait une claire volonté de fermeture. Souvenez-vous simplement, avant ça, de la réticence des dirigeants entrepreneuriaux et communautaires en Europe face à une directive trop audacieuse pour les acquisitions qui pourrait ouvrir le marché au contrôle des entreprises en Europe.

Est-ce que la marche de l'intégration va reprendre quand la croissance repartira ? Je n'en suis pas sûr. Alors que nous sommes tous fiers de nos démocraties, il y a une dégénérescence graduelle de nos systèmes politiques nationaux vers le populisme et, soyons francs, vers la transformation du concept de dirigeant politique en un concept de suiveur politique. Nous n'avons pas de dirigeants politiques à présent, et je ne parle pas de la Chine, qui n'est normalement pas considérée comme un pays démocratique. Ce serait vraiment « dommage » si les pays démocratiques laissaient la motivation et la capacité à gérer à long terme être l'apanage exclusif du seul pays au monde qui n'est pas conventionnellement considéré comme démocratique.

De quoi sommes-nous spécialistes ? Nos dirigeants politiques se spécialisent pour devenir à nouveau des dirigeants en gagnant des élections ou en ayant de bons scores dans les sondages à court terme, mais cela les transforme en suiveurs très doués, pas en dirigeants. Cela introduit la vision à court terme dans la prise de décision politique en ce qui concerne l'horizon temporel des décisions, puisque la plupart de nos dirigeants politiques actuels se moquent de ce qu'il va se passer dans cinq ou dix ans. J'ai été en Chine récemment ; là-bas, ils ont deux points temporels vers lesquels ils construisent des plans : 2021, le centième anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois, et 2049, qu'ils considèrent sans doute comme le moyen terme, et qui est le centième anniversaire de la fructueuse révolution en Chine.

Nous avons une vision à court terme non seulement dans l'horizon temporel de la prise de décision mais aussi comme cadre temporel du débat. En fait, dans nos systèmes politiques, afin de gagner les débats et éventuellement afin de gagner des élections, vous devez avoir des arguments qui peuvent être présentés et expliqués en dix secondes. Les nationalistes, les populistes, les protectionnistes peuvent avancer ce genre d'arguments : « le pays n'a pas assez de croissance, il y a trop de chômage chez les jeunes, donc il faut fermer les frontières aux marchandises étrangères ». Au contraire, expliquer les vertus de l'intégration, qui représentent l'opposé de cet argument, cela prend beaucoup plus de temps. Même si vous êtes très bon, il faudra quand même une à deux minutes, juste pour les présenter.

Voici pourquoi l'intégration, qui est l'opposé du populisme de par sa complexité intrinsèque, va sortir perdante. Je ne serais pas surpris si l'Europe, qui peut avoir de très bonnes performances lors de certaines urgences et a pu dissiper les inquiétudes quant au Grexit (comme elle le fait sans doute aussi pour le Brexit), devait succomber non pas vis-à-vis de la désintégration d'un seul pays (qui veut ou est obligé de partir), mais plutôt par l'intérieur. L'opinion publique, si elle est menée (ou suivie) par des dirigeants transformés en suiveurs populistes, n'est pas prête à mener l'intégration.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Nous espérons avoir avec vous un de nos grands optimistes, mais vous ne l'êtes pas. Je suis un peu triste aujourd'hui.

Mario MONTI, président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres, Commission européenne, ancien président du conseil des ministres italien

Comprendre la raison d'un phénomène négatif peut représenter un progrès particulier, mais peut-être mon analyse est-elle fausse.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Mais si l'Europe s'écroule de l'intérieur, comme vous dites, principalement à cause du populisme, où cela nous mène-t-il ? Quelle sorte de monde allons-nous avoir ?

Mario MONTI, président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres, Commission européenne, ancien président du conseil des ministres italien

J'ai mentionné l'Europe car je suis le seul panéliste européen autre que son dirigeant, et nous sommes des suiveurs. Mais, sauf le respect que j'ai pour ce pays, peut-être que les Etats-Unis battent l'Europe en termes de populisme intérieur. Cependant, leur intégration politique et institutionnelle est un peu plus vieille que la nôtre, donc elle n'est pas remise en question au quotidien.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Voulez-vous rejoindre la déclaration de M. Monti concernant la désintégration par l'intérieur de l'Europe et la montée du populisme partout, y compris aux Etats-Unis ? Nous verrons le résultat des courses l'an prochain : nous saurons alors si quelque chose de bien en émerge ou non.

John LIPSKY, Senior Fellow, Foreign Policy Institute, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); premier directeur général adjoint, FMI

Je ne suis certainement pas le subtil observateur des tendances européennes que M. Monti est, mais j'espère que ceux qui comme lui ont confiance dans la vision initiale de l'intégration européenne vont l'emporter. Il me semble que cette entité contrefactuelle, cette Europe qui pourrait prospérer davantage comme un ensemble d'économies plus séparées et moins intégrées, n'est simplement pas crédible, et on peut espérer que, même dans un monde de phrases choc, la raison va finir par l'emporter.

Néanmoins, ses remarques avaient une plus longue portée et concernaient également les Etats-Unis, et je ne peux m'empêcher de trouver le statut actuel de la discussion politique aux Etats-Unis surprenant de la même manière, dans le fait que, au moins pour l'instant, les arguments qui semblent très difficiles à défendre montent dans les sondages. Cependant, j'ai au moins confiance dans le fait que cela ne l'emportera pas, et j'espère que j'ai raison, mais je dirais également que les Etats-Unis n'ont pas vraiment fourni un rôle de direction dans le domaine que j'ai mentionné, c'est-à-dire la réforme des systèmes internationaux et la défense des institutions multilatérales. J'ai été personnellement déçu par cela, et j'espère que c'est un phénomène temporaire qui finira par être renversé et que les Etats-Unis reprendront un rôle de leader en aidant à fortifier le système institutionnel multilatéral.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Pour revenir à vous juste un moment, quand la commission Juncker a été élue et que le président Juncker a pris la direction, son message était beaucoup plus politique et il disait qu'il voulait une commission politique. Ces premiers mots ont concerné le besoin d'investissements, et ils ont été bien entendus jusqu'à la crise que nous traversons à l'heure actuelle avec les réfugiés et le terrorisme. Il semble qu'il y avait de l'espoir au début de cette commission, qu'il y avait une ardeur de voir loin et plus à moyen terme que ce que nous avons l'habitude de voir. Pensez-vous qu'il pourrait retrouver cette voix malgré les événements et tenter de faire sortir une vision à long terme ?

Mario MONTI, président du groupe de travail de haut niveau sur les ressources propres, Commission européenne, ancien président du conseil des ministres italien

Le président Juncker et la commission Juncker se sont très bien conduits jusque-là, pas vraiment parce qu'ils ont été plus politiques, mais parce que, de mon point de vue, ils ont eu la bonne vision, ils l'ont bien articulée et ils sont sur la bonne voie pour effectivement mettre en place ce qu'ils disent. Devrions-nous avoir une Europe plus politique, et devrions-nous en être contents ? N'importe quel dirigeant de gouvernement d'un pays européen vous dira, en particulier quand il ou elle est dans l'exécution d'un règlement européen ou du Pacte de stabilité, que nous avons besoin d'une Europe beaucoup plus politique.

Je suis d'accord que l'Europe ne devrait pas être sujette aux règles et mécanismes automatiques, car cela représente un mauvais substitut pour la prise de décision politique. Quel genre de politiques avons-nous besoin de voir être plus vigoureuses au niveau de l'UE ? Nous avons un Parlement européen qui a une vision politique de l'Europe. Nous avons une Commission européenne qui, comme je viens de le dire, se comporte à présent bien d'un point de vue

« politique ». Cependant, la véritable place de la politique en Europe est au Conseil européen, la table de réunion des 28 dirigeants de gouvernement. Ces réunions sont un assemblage très respectable, et parfois même respecté, des dirigeants nationaux qui participent à la prise de décision en Europe. Qu'ont-ils à l'esprit ? Très souvent, ils ont simplement en tête leur prochaine élection, et même si cet événement est très loin, disons dans deux ou trois ans, cela ne donne pas d'espace pour de sages décisions. Ils vont penser à comment la décision à laquelle ils participent à Bruxelles cette nuit va influencer le sondage de la semaine prochaine et, par conséquent, leur situation politique intérieure.

Ainsi, selon moi, la crise politique en Europe réside au niveau des capitales nationales. Je suis d'accord avec les dirigeants politiques qui disent vouloir une Europe plus politique, à condition qu'il y ait une grosse dose d'auto-examen et de cohérence.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

C'est très bien tourné. Pour revenir à la gouvernance et aux institutions financières, j'ai été frappée par l'importance grandissante dans le monde de la Réserve fédérale ; depuis la crise il semble qu'elle soit devenue l'institution qui décide ce qui se passe ou pas. Etant donné que QE, le programme d'assouplissement quantitatif, va à présent probablement s'évanouir, que pouvons-nous attendre ? Il y a de nombreuses craintes sur ce qui va arriver dans les pays en développement, et je sais que vous êtes tous économistes. Pouvez-vous nous dire quelle influence vous pensez que la Fed a sur les politiques mondiales, pas seulement aux Etats-Unis, parce que cela va bien au-delà, et qu'attendez-vous de cette transition vers le rétrécissement de sa politique qu'elle va bientôt devoir mettre en place ?

ITOH Motoshige, professeur d'économie internationale à la Graduate School of Economics, Université de Tokyo, ancien conseiller du Premier ministre, Japon

Il faut regarder non seulement les Etats-Unis mais aussi le marché mondial. Il y a eu un énorme déplacement d'argent vers les pays en développement en 2000, comme je l'ai mentionné auparavant, et tout le monde investit dans ces pays, que ce soit en ressources ou en immobilier. La crise de Lehman a servi de tournant pour renverser le processus, et nous voyons que cela est toujours en cours, donc nous devons être très prudents. En ce qui concerne les actions de la Fed, elle a beaucoup d'influence, mais dans le même temps nous devons nous rappeler que tout le monde sait que la Fed va finir par augmenter les taux d'intérêt, donc le marché est déjà en train d'absorber les attentes d'augmentation des taux d'intérêt. Bien que le timing soit très important, nous ne devrions pas sur-réagir face à la réaction de la Fed.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Les marchés l'absorbent, mais cela peut néanmoins être très brutal ; une grande quantité de flux de capitaux peuvent s'échapper des pays émergents. M. SaKong, avez-vous une opinion sur ce sujet ?

IL Sakong, président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée

Le monde émergent est plus préoccupé par la hausse imminente des taux d'intérêts car elle arrive au moment où le ralentissement de l'économie chinoise est inévitable. La Chine est le plus gros importateur de ressources, d'énergie et de marchandises, donc les pays exportateurs de marchandises vont souffrir d'un double coup – par les canaux commerciaux et financiers avec les sorties de capitaux. Une coopération plus étroite économique et financière au niveau mondiale est donc critique et le G20 devrait prendre la tête dans cette optique. Le G20 possède un mécanisme ratifié appelé MAP (*Mutual Assessment Process* ou Processus d'évaluation mutuelle) qui doit être utilisé à cette fin. Bien que les attaques terroristes et les problèmes de sécurité distraient l'attention mondiale, j'aimerais juste que le G20 fasse plus d'efforts pour gérer efficacement la volatilité attendue économique et financière dans le monde.